

**Comité d’Etablissement du 26 Avril 2019**

***Vos Représentants CGT :***

*COLLEGE EXECUTION*

|  |  |
| --- | --- |
| Titulaires | Suppléants |
| GEOFFROY Tiphanie | LOERCHER Anthony |
| MERCIER Emilie | PIRES DE FREITAS Victor |

*COLLEGE MAITRISE*

|  |  |
| --- | --- |
| Titulaires | Suppléants |
| LAMY Eric | AUBEL Stanislas |
| ABRAHAM Boris |  |
| RICHARD Jean-Pierre | DEMOUGE Cyrille |

***Représentant Syndical :*** *Marc PAUTOT // Corinne RIQUET*

**ORDRE DU JOUR**

**Approbation des PV en cours**

1. **Dépassements de la durée du temps de travail (mois de janvier et février 2019) – pour avis**
2. **Bilan temps partiel 2018 – pour info**
3. **Bilan congés sans solde et congés création d’entreprise 2ème semestre 2018 – pour info**
4. **Rapport d’activités 2018 de la Conseillère Parcours Professionnels – pour info**
5. **Linky Réseau – pour info**
6. **My HR – pour info**

**Approbation des PV en cours**

Le dernier PV est approuvé.

1. **Dépassements de la durée du temps de travail (mois de janvier et février 2019) – pour avis**

De CE en CE, la CGT réaffirme sa position, à savoir que l’entreprise doit embaucher pour pallier aux dépassements et permettre d’assurer nos missions de Service Public. La délégation CGT du CE de la DR AFC donne un avis négatif comme à chaque fois.

1. **Bilan temps partiel 2018 – pour info**
2. **Bilan congés sans solde et congés création d’entreprise 2ème semestre 2018 – pour info**

Bilans des temps partiels similaires à celui de l’année précédente, essentiellement des temps partiels d’agents féminins.

1. **Rapport d’activités 2018 de la Conseillère Parcours Professionnels – pour info**



Concernant l’absorption des agents d’EDF Commerce, et éventuellement des agents du CNPE de Fessenheim, la CGT précise que cela est une bonne chose car attachée au statut qui permet à chaque agent une reconversion dans les IEG, mais attention à « l’ascenseur social » au sein du distributeur. Il faut veiller aux éventuelles frustrations que cela pourrait provoquer.

On note une recrudescence de questions concernant la création d’entreprise de jeunes agents du domaine opérationnel. Serait-ce en lien avec les réorganisations en cours à ENEDIS telle que l’astreinte ou le déploiement Linky… ? Beaucoup de questions autour du CPF (Compte Personnel de Formation), du PAM, ce qui est encourageant... Seulement si celles-ci sont en lien avec une évolution professionnelle au sein des IEG.

Concernant les formations, il existe, heureusement, des modules de formations pour permettre aux MPRO de conduire les entretiens EAAP dans les meilleures conditions. La CGT propose qu’un module soit créé afin que chaque salarié soit préparé, s’il le souhaite, à cet entretien. A la CGT, cette formation existe déjà. La Direction va dans notre sens et prends en compte la demande. Affaire à suivre…

Pour autant, nous rappelons que l’EAAP n’est pas une fin en soit et que tout doit être fait pour permettre l’échange régulier et serein entre l’agent et son manager, tout au long de l’année.

1. **Linky Réseau – pour info**
2. **My HR – pour info**

Même si ce dossier ne nous est présenté ce jour que pour info, ce projet de remplacement des outils informatiques relatifs à la formation, à la mobilité, au recrutement, aux EAAP, à la rémunération et à la gestion des emplois et compétences transformera profondément les métiers de la filière RH, impactera négativement l’emploi et les conditions de travail des salariés point sur lequel ce dossier est très évasif.

La Direction utilise la digitalisation et la numérisation uniquement pour faire des gains de productivité et non pas pour améliorer le service aux usagers…L’introduction de méthodes industrielles dans le domaine des services est un non sens.

Nous nous interrogeons sur la nécessité dans la période d’engager une nouvelle dépense de 14,8 M€ sur un nouvel outil SI… Alors qu’il serait temps de faire un bilan en amont sur la mise en place des multiples outils déjà déployés dans les unités.

Les élus CGT exigent toujours la présentation de la stratégie des SI au vu des budgets qui lui sont alloués.

Enfin, la mise en place de cet outil « Groupe » rend possible le retour du fantasme de certains dirigeants, à savoir la constitution d’une direction de services partagés groupe qui ne pourra être qu’une filiale hors statut.

Ce projet avait été mis sur la table mais rejeté suite à l’intervention de la CGT. Il pourrait refaire surface au vu de l’évolution des USR et de la situation d’EDF.

Nous appelons les salariés à la plus grande vigilance.

**DECLARATIONS**

**CONCLUSIONS DU GRAND DÉBAT : ON NE CHANGE RIEN**

Les annonces du président de la République confirment la mise en place de mesures qui ne sont pas à la hauteur des exigences portées par les différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois. Dans la panique générale, il avait lancé l’opération Grand Débat cherchant à neutraliser voire réprimer  les résistances aux orientations politiques engagées et à échapper aux revendications portées par de nombreux Français sur les ronds-points comme dans les entreprises, les établissements...

Les annonces du président de la République confirment la mise en place de mesures qui ne sont pas à la hauteur des exigences portées par les différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois.  
Dans la panique générale, il avait lancé l’opération Grand Débat cherchant à neutraliser voire réprimer  les résistances aux orientations politiques engagées et à échapper aux revendications portées par de nombreux Français sur les ronds-points comme dans les entreprises, les établissements.

Ce grand débat, organisé officiellement pour écouter les Français, s’est transformé en un faux débat, en une campagne électorale Macronienne cadenassée.

L’empressement à baliser cet exercice, soi-disant démocratique, débouche sur ce résultat : un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications des Français et des travailleurs. Un mépris pour leurs galères quotidiennes, alors qu’ils ne demandent qu’un avenir meilleur pour eux et leurs enfants.  
Les tergiversations gouvernementales aboutissent à des décisions qui ne  changent  aucunement le cap des politiques menées depuis le début du mandat présidentiel.

Il exonère une nouvelle fois le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.

Plusieurs annonces cosmétiques ou « symboliques » ne changeront en rien la vie de nos concitoyens sur le long terme, d’autres sont loin de rattraper la perte de pouvoir d’achat subie depuis des décennies par une grande partie de la population. Les décisions sur les services publics relèvent de la supercherie au regard des réformes passées, imposées ou celles en préparation dans ces secteurs, toutes aussi nocives les unes après les autres. Enfin, les quelques mesures fiscales proposées ouvrent très modestement un débat qu’il faudrait engager en profondeur sur la fiscalité et évitent surtout de rétablir l’ISF, de mettre à contribution les détenteurs de capitaux, encore moins les actionnaires du CAC40.

Le summum de l’hypocrisie est atteint sur la question des retraites. Vouloir instaurer la retraite par points c’est, de fait, diminuer le niveau des pensions et obliger les travailleurs à partir après l’âge légal pour échapper à une décote.  
Quant à « l’art d’être français » et à la teneur inquiétante des propos sur l’immigration et l’identité nationale, la CGT dénonce un discours nauséabond renouant avec une période très sombre de notre histoire. Ces propos ne peuvent que fractionner la société.

Nous avions donc raison : la tenue du Grand débat a oscillé, entre frustrations, rancœurs et enfumage.  
Il s’agit donc toujours de répondre en urgence aux enjeux économiques, sociaux  et écologiques de la période.  
Les conclusions génèrent à la fois colère, indignation et appellent nécessairement à des mobilisations pour modifier profondément les orientations politiques actuelles, ouvrir d’autres perspectives et réduire les inégalités sociales et territoriales de notre pays, que les propositions risquent au contraire d’aggraver.

Les salariés, retraités, privés d’emploi, les  travailleurs en général ne peuvent se contenter des annonces de ce soir et devront se mobiliser pour gagner une autre répartition des richesses, seule solution pour entrevoir des horizons meilleurs :

•    l’amélioration du pouvoir d’achat, en particulier, par la revalorisation du Smic, des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux ;

•    la relance des dynamiques budgétaires pour développer l’emploi, des investissements sur l’ensemble du territoire ;

•    la modernisation et le développement des services publics attaqués encore récemment par une réforme rétrograde de la Fonction publique.

**Nous appelons à la mobilisation, le plus largement possible, dans les entreprises, les établissements, dans les localités, le 1er-Mai puis le 9 mai pour gagner des avancées contribuant au progrès social.**